

## COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

## MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2014/29104]

**6 FEVRIER 2014. — Accord de coopération remplaçant l'accord de coopération du 20 septembre 2012 relatif au certificat de management public pour l'accès aux emplois soumis au régime des mandats au sein de la Communauté française et de la Région wallonne**

Vu les articles 1<sup>er</sup>, 2, 33, 35, 38 et 39 ainsi que le chapitre IV, sections I<sup>re</sup> et II du Titre III de la Constitution;

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment les articles 9, 77, 87 et 92bis, § 1<sup>er</sup>;

Vu l'accord de coopération conclu le 10 novembre 2011 entre la Communauté française et la Région wallonne créant une école d'administration publique commune à la Communauté française et à la Région wallonne;

Vu le décret de la Communauté française du 20 décembre 2011 portant assentiment à l'accord de coopération entre la Communauté française et la Région wallonne créant une école d'administration publique commune à la Communauté française et à la Région wallonne;

Vu le décret de la Région wallonne du 26 janvier 2012 portant assentiment à l'accord de coopération entre la Communauté française et la Région wallonne créant une école d'administration publique commune à la Communauté française et à la Région wallonne;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 20 septembre 2012 instaurant un régime de mandats pour les fonctionnaires généraux des Services du Gouvernement de la Communauté française et des organismes d'intérêt public qui relèvent du Comité de Secteur XVII;

Considérant que le 10 novembre 2011, les Gouvernements de la Communauté française et de la Région wallonne concluaient un accord de coopération entre la Communauté française et la Région wallonne créant une école d'administration publique commune à la Communauté française et à la Région wallonne chargée notamment de délivrer un certificat de management public, nécessaire pour se porter candidat à une fonction soumise au régime des mandats au sein de la Communauté française et de la Région wallonne;

Considérant que dès lors que la Région wallonne et la Communauté française reconnaissent chacune le certificat de management public délivré par l'autre entité et que les dispositions relatives à la délivrance de ces certificats sont identiques, l'article 92bis, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, première phrase, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles leur fait obligation d'adopter également conjointement ces dispositions par la voie d'un accord de coopération;

Vu l'accord de coopération du 20 septembre 2012 relatif au certificat de management public pour l'accès aux emplois soumis au régime des mandats au sein de la Communauté française et de la Région wallonne;

Considérant que certaines dispositions reprises dans l'accord de coopération précité devaient encore être soumises aux formalités décrites à l'article 2 de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités; que par souci de lisibilité, il s'indique d'adopter une nouvelle fois l'ensemble des dispositions de l'accord de coopération du 20 septembre 2012 précité, en ce compris celles qui ont déjà été soumises aux formalités décrites à l'article 2 de la loi du 19 décembre 1974 précitée;

En conséquence, les Gouvernements wallon et de la Communauté française conviennent ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** § 1<sup>er</sup>. Le certificat de management public est délivré après la réussite de l'examen organisé à l'issue de la formation prévue par l'accord de coopération entre la Communauté française et la Région wallonne créant une école d'administration publique commune à la Communauté française et à la Région wallonne, conclu le 10 novembre 2011.

§ 2. La formation consiste en un certificat interuniversitaire d'Executive master en management public ou en un certificat interuniversitaire en management public visé à l'article 6, § 1<sup>er</sup>, 6<sup>o</sup>, du décret de la Communauté française du 31 mars 2004 définissant l'enseignement supérieur, favorisant son intégration à l'espace européen de l'enseignement supérieur et finançant les universités, ci-après dénommé : « le certificat interuniversitaire ».

Le certificat interuniversitaire est conféré par les universités de la Communauté française.

Le certificat de management public est organisé par cycles. Un cycle désigne l'ensemble constitué par :

— le concours d'accès à la formation visé à l'article 4, § 2;

— les cours, études de cas, travaux pratiques, séminaires, mémoire et examens qui mènent à la délivrance du certificat interuniversitaire;

— l'examen visé à l'article 7, § 2.

§ 3. Sur proposition de l'école d'administration publique agissant en concertation avec les universités, les Gouvernements fixent le programme du certificat interuniversitaire nécessaire à l'obtention du certificat de management public. Ce programme comprend les objectifs des cours et le profil des enseignants qui en seront chargés.

§ 4. Le programme du certificat interuniversitaire est pluridisciplinaire et de haut niveau. Il vise à développer les aptitudes en management public et à doter les candidats des compétences requises pour l'exercice d'un mandat. Sous réserve de certains apports théoriques, il est axé essentiellement sur une formation pratique qui s'appuie sur une pédagogie interactive favorisant l'implication personnelle des participants. Il comprend des études de cas et des analyses de dossiers fondés sur la réalité administrative. Les enseignements, théoriques et pratiques, insistent sur les problèmes concrets rencontrés dans la gestion des services publics et sur les solutions susceptibles d'y être apportées.

Le programme du certificat interuniversitaire porte au moins sur les matières suivantes :

- éthique et valeurs du service public;
- gestion stratégique de l'organisation;
- gestion de la qualité, du changement, de la créativité et de l'innovation;
- gestion des ressources humaines;
- dialogue et relations sociales;
- communication;
- politique européenne;
- modernisation de l'administration;
- management et leadership;
- économie politique;
- finances publiques, fiscalité et comptabilité publique;
- marchés publics.

Le programme du certificat interuniversitaire comprend la réalisation par chaque candidat d'un mémoire écrit. Ce mémoire consiste en une étude approfondie d'un cas pratique transversal. Ce cas est préalablement approuvé conjointement par l'Ecole et les universités.

§ 5. Le volume horaire du certificat interuniversitaire est de deux cent quarante heures au moins. Les heures consacrées au mémoire ne sont pas comprises dans les deux cent quarante heures.

**Art. 2.** Nul ne peut accéder au cycle en vue de l'obtention du certificat de management public s'il ne répond, à l'échéance du délai pour le dépôt des candidatures, aux conditions suivantes :

1° être titulaire d'un diplôme donnant accès au niveau 1 ou au niveau A, ou être lauréat d'un concours d'accession au niveau 1 ou au niveau A ou à un niveau équivalent ou être porteur d'un certificat de compétences acquises hors diplôme donnant accès au niveau 1 ou au niveau A, ce certificat étant délivré ou reconnu par l'école d'administration publique ou par un autre organe désigné par l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 ou par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 portant statut des agents des services du Gouvernement de la Communauté française;

2° pouvoir se prévaloir d'une expérience professionnelle d'au moins 8 ans dans une fonction de niveau 1 ou de niveau A ou une fonction équivalente, dont 2 ans d'expérience de gestion d'équipe ou de projets.

**Art. 3.** § 1<sup>er</sup>. Chaque cycle doit faire l'objet d'une annonce rédigée par l'école d'administration publique et publiée par le SELOR - Bureau de sélection et de recrutement de l'Administration fédérale, ci-après dénommé le SELOR, au moins au *Moniteur belge*, dans deux titres de presse quotidienne belge édités en langue française et sur le site internet du SELOR.

§ 2. Cette annonce comprend au moins les éléments suivants :

- les conditions d'accès ainsi que le nombre maximum de participants au cycle;
- l'identité des services et/ou des personnes auprès desquelles le dossier de candidature peut être retiré et qui peuvent fournir, aux candidats, toute information utile sur la formation;
- les informations et/ou documents qui doivent figurer dans l'acte de candidature;
- le délai et les modalités de dépôt des candidatures.

§ 3. Le délai de dépôt des candidatures est fixé par le SELOR sans qu'il puisse être inférieur à 20 jours ni excéder deux mois. Il commence à courir le lendemain du jour de la publication au *Moniteur belge* de l'annonce visée au § 2. A défaut de respecter ce délai, la candidature est irrecevable.

Le délai visé à l'alinéa précédent est suspendu entre le 15 juillet et le 15 août.

§ 4. Les candidatures sont adressées par voie électronique au SELOR.

§ 5. Le SELOR vérifie la recevabilité des candidatures.

**Art. 4.** § 1<sup>er</sup>. En tant qu'il conditionne la délivrance du certificat en management public, le certificat interuniversitaire est accessible à un nombre limité de participants. Pour chaque cycle, ce nombre est fixé préalablement par les Gouvernements, après avis de l'école d'administration publique remis dans les 30 jours de la demande, faute de quoi l'avis est réputé favorable.

§ 2. Si le nombre de candidats excède le nombre fixé en application du § 1<sup>er</sup>, les candidats présentent un concours consistant en une analyse critique par écrit de situations pratiques.

Cette épreuve ne consiste pas en un test de type bac à courrier.

Les épreuves peuvent être informatisées et faire appel à l'utilisation de moyens informatiques ou multimédia. Leur correction peut être automatisée.

Un projet de programme du concours est élaboré par l'Ecole et validé par le SELOR. Le programme du concours est ensuite approuvé par les Gouvernements.

§ 3. Seuls sont admis à participer à la formation les candidats ayant réussi le concours visé au paragraphe 2 et classés en ordre utile au regard du nombre de participants fixé par les Gouvernements sur avis de l'Ecole. Si deux ou plusieurs candidats sont classés ex-quo au rang correspondant à ce nombre, ils sont tous admis à participer à la formation. Le SELOR valide les résultats du concours.

**Art. 5.** Tout candidat admis à participer au certificat interuniversitaire peut solliciter auprès du jury de ce certificat une dispense pour un ou plusieurs cours, et les évaluations correspondantes à ces cours, en ce compris si ces évaluations sont organisées sous forme d'épreuve intégrant plusieurs cours ou matières. Aucune dispense ne peut être accordée pour ce qui concerne les études de cas et la réalisation du mémoire.

Peut être dispensé d'un cours le candidat qui fournit la preuve qu'il a suivi avec fruit un cours ou une formation équivalent pour lequel il demande une dispense.

Un candidat peut, dans les mêmes conditions, obtenir une dispense s'il peut se prévaloir de compétences avérées en lien manifeste avec le cours concerné. Le jury du certificat interuniversitaire statue collégialement et souverainement.

**Art. 6.** Dans des circonstances motivées, les candidats au certificat interuniversitaire peuvent être autorisés par le jury du certificat interuniversitaire à étaler celui-ci sur maximum deux ans.

**Art. 7.** § 1<sup>er</sup>. Pour chaque cycle, un jury de cinq membres est composé par le SELOR, en concertation avec l'École. Ce jury comprend :

- l'administrateur délégué du SELOR ou son délégué, qui préside le jury;
- deux membres désignés en raison de leur qualité d'expert présentant une compétence incontestable en management ou en ressources humaines et choisis en dehors des services de la Communauté française, des services du Gouvernement wallon et des organismes visés à l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 et des Cabinets ministériels. En cas d'indisponibilité d'un membre ainsi désigné, le SELOR désigne un remplaçant dans une liste qu'il aura établie au début de chaque cycle, comprenant quatre membres présentant les mêmes qualités que les membres effectifs;
- deux mandataires en fonction désignés parmi les titulaires d'un emploi de rang 17, 16+ ou 16 dans les services de la Communauté française ou d'un emploi de rang A1 ou A2 dans les services du Gouvernement wallon ou les organismes. En cas d'indisponibilité d'un mandataire ainsi désigné, le SELOR désigne un remplaçant dans une liste qu'il aura établie au début de chaque cycle, comprenant quatre mandataires, titulaires d'un emploi de rang 17, 16+ ou 16 dans les services de la Communauté française ou d'un emploi de rang A1 ou A2 dans les services du Gouvernement wallon ou les organismes.

§ 2. L'École délivre le certificat de management public à tous les lauréats du concours visé à l'article 4, titulaires du certificat interuniversitaire qui ont également réussi l'examen organisé à la fin de chaque cycle.

Cet examen consiste en une épreuve orale qui a pour but d'évaluer les aptitudes requises à l'exercice d'une fonction de management.

Le jury délibère sur la réussite des candidats à la majorité des deux tiers des membres présents.

Les candidats ayant réussi l'examen ne font l'objet d'aucun classement et ne se voient attribuer aucune mention.

Les candidats n'ayant pas réussi l'examen peuvent le représenter au plus tôt un an après la date de l'examen.

§ 3. Le jury établit un règlement fixant l'organisation concrète et matérielle de l'examen.

**Art. 8.** Il est constitué un pool de candidats à l'exercice d'un mandat. Seuls les membres de ce pool peuvent déposer leur candidature à un emploi à pourvoir par mandat.

Le pool des candidats à un mandat est composé :

- 1° des titulaires du certificat de management public;
- 2° des mandataires en fonction au sein des services du Gouvernement wallon et des organismes visés à l'article 1<sup>er</sup> du Code de la Fonction publique le jour de l'entrée en vigueur de l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 septembre 2012 réformant le régime de mandats des fonctionnaires généraux des services du Gouvernement wallon et de certains organismes d'intérêt public dépendant de la Région wallonne ou pour lesquels l'emploi a été déclaré vacant et la procédure de recrutement lancée au jour de cette entrée en vigueur, et ayant fait l'objet d'une mention « très favorable » ou « favorable » lors de l'évaluation réalisée en application de l'article 10 du même arrêté;
- 3° des mandataires en fonction au sein des services de la Communauté française le jour de l'entrée en vigueur de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 20 septembre 2012 instaurant un régime de mandat pour les fonctionnaires généraux des services du Gouvernement de la Communauté française et des organismes d'intérêt public qui relèvent du Comité de secteur XVII ou pour lesquels l'emploi a été déclaré vacant et la procédure de recrutement lancée au jour de cette entrée en vigueur, et ayant fait l'objet d'une mention « très favorable » ou « favorable » lors de l'évaluation réalisée en application de l'article 55 du même arrêté;
- 4° des mandataires en fonction au sein de Wallonie-Bruxelles international le jour de l'entrée en vigueur de l'arrêté du Gouvernement wallon et de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française réformant le régime de mandats des fonctionnaires généraux de Wallonie-Bruxelles international ou pour lesquels l'emploi a été déclaré vacant et la procédure de recrutement lancée au jour de cette entrée en vigueur et qui ont reçu une mention « très favorable » ou « favorable » lors de l'évaluation réalisée par le Gouvernement désigné à la suite de l'installation du Parlement;
- 5° du mandataire en fonction au sein de l'école d'administration publique le jour de l'entrée en vigueur de l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 septembre 2012 réformant le régime de mandats des fonctionnaires généraux des services du Gouvernement wallon et de certains organismes d'intérêt public dépendant de la Région wallonne et ayant fait l'objet d'une mention « très favorable » ou « favorable » lors de l'évaluation réalisée en application de l'article 10 du même arrêté;
- 6° de l'administrateur général adjoint du Forem ayant fait l'objet d'une mention « très favorable » ou « favorable » lors de l'évaluation réalisée en application de l'article 10 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 septembre 2012 réformant le régime de mandats des fonctionnaires généraux des services du Gouvernement wallon et de certains organismes d'intérêt public dépendant de la Région wallonne;
- 7° de l'administrateur général adjoint de Wallonie-Bruxelles international ayant fait l'objet d'une mention « très favorable » ou « favorable » lors de l'évaluation réalisée en application de l'arrêté du Gouvernement wallon et de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française réformant le régime de mandats des fonctionnaires généraux de Wallonie-Bruxelles international par le Gouvernement désigné à la suite de l'installation du Parlement.

Il n'est établi aucun classement parmi les membres du pool. Leur liste est établie par ordre alphabétique. Cette liste est tenue par l'école d'administration publique. Les membres du pool sont tenus de lui notifier, par écrit, toute modification de leurs coordonnées.

L'appartenance au pool ne confère aucun autre droit que celui de pouvoir déposer sa candidature à un emploi à pourvoir par mandat. Elle ne donne lieu à aucune sorte de rétribution ou de rémunération.

**Art. 9.** Durant une période de 9 mois après la prestation de serment des membres des Gouvernements faisant directement suite au renouvellement du Parlement, chaque membre du pool des candidats peut déposer sa candidature à maximum quatre emplois à pourvoir par mandat au sein des services du Gouvernement wallon, des organismes visés à l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003, de Wallonie-Bruxelles international ou de l'école d'administration publique, et à maximum quatre emplois à pourvoir par mandat au sein des services de la Communauté française.

**Art. 10.** Pour l'application de l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 septembre 2012 et de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 20 septembre 2012, le titulaire du brevet de management public, visé à l'article 2, 5°, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 25 octobre 2002 créant une école d'administration publique en Communauté française, est assimilé au titulaire du certificat en management public, moyennant la réussite de l'examen visé à l'article 7.

**Art. 11.** Les Gouvernements reproduisent, dans les arrêtés qu'ils adoptent, chacun pour ce qui le concerne, pour fixer les régimes de mandats des fonctionnaires généraux, de leurs services et des organismes d'intérêt public concernés, les dispositions du présent accord de coopération.

**Art. 12.** Les articles 4, § 2, et 5 du présent accord de coopération produisent leurs effets le 28 mars 2013.

Bruxelles, le 6 février 2014, en trois originaux.

Pour la Région wallonne :

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,  
J.-M. NOLLET

Pour la Communauté française :

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Enfance, de la Recherche et de la Fonction publique,  
J.-M. NOLLET

—————  
VERTALING

#### MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2014/29104]

#### 6 FEBRUARI 20104. — Samenwerkingsakkoord tot vervanging van het samenwerkingsakkoord van 20 september 2012 betreffende het getuigschrift management overheidsbesturen voor de toegang tot de betrekkingen vallend onder de mandatenregeling in de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest

Gelet op de artikelen 1, 2, 33, 35, 38 en 39, alsook op hoofdstuk IV, afdelingen I en II van Titel III van de Grondwet; Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op de artikelen 9, 77, 87 en 92bis, § 1;

Gelet op het samenwerkingsakkoord gesloten op 10 november 2011 tussen de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest tot oprichting van een "Ecole d'Administration publique" (School voor overheidsbestuur) die gemeenschappelijk is voor de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest;

Gelet op het decreet van de Franse Gemeenschap van 20 december 2011 houdende instemming met het samenwerkingsakkoord tussen de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest tot oprichting van een "Ecole d'Administration publique" (School voor overheidsbestuur) die gemeenschappelijk is voor de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest;

Gelet op het decreet van het Waalse Gewest van 26 januari 2012 tot goedkeuring van de samenwerkingsovereenkomst tussen de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest tot oprichting van een gemeenschappelijke "Ecole d'Administration publique" (Openbare Bestuurschool) voor de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 20 september 2012 tot instelling van een mandatenregeling voor de ambtenaren-generaal van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap en de instellingen van openbaar nut die onder het Comité van Sector XVII<sup>re</sup> sorteren;

Overwegende dat de Regeringen van de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest op 10 november 2011 een samenwerkingsakkoord hebben gesloten tussen de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest tussen de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest tot oprichting van een "Ecole d'Administration publique" (School voor overheidsbestuur) die gemeenschappelijk is voor de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest en die inzonderheid wordt belast met het uitreiken van een getuigschrift management overheidsbesturen dat nodig is om zich kandidaat te stellen voor een ambt vallend onder de mandatenregeling in de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest;

Overwegende dat het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschap elk het getuigschrift management overheidsbesturen erkennen dat door de andere entiteit wordt uitgereikt en dat de bepalingen betreffende de uitreiking van deze getuigschriften dezelfde zijn, worden ze door artikel 92bis, § 1, tweede lid, eerste zin, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen verplicht om deze bepalingen gezamenlijk aan te nemen via een samenwerkingsakkoord;

Gelet op het samenwerkingsakkoord van 20 september 2012 betreffende het getuigschrift management overheidsbesturen voor de toegang tot de betrekkingen vallend onder de mandatenregeling in de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest;

Overwegende dat sommige bepalingen van voormeld samenwerkingsakkoord nog moesten worden onderworpen aan de nadere regels vermeld in artikel 2 van de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel; dat het geheel van de bepalingen van het voormelde samenwerkingsakkoord, met inbegrip van deze die reeds aan de nadere regels bepaald in artikel 2 van voormelde wet van 19 december 1974 werden onderworpen, opnieuw moeten worden aangenomen, met het oog op een betere leesbaarheid;

Bijgevolg wordt tussen de Regeringen van het Waalse Gewest en van de Franse Gemeenschap overeengekomen wat volgt :

**Artikel 1.** § 1. Het getuigschrift management overheidsbesturen wordt uitgereikt na het slagen voor het examen ingericht na afloop van de vorming bepaald bij het samenwerkingsakkoord gesloten op 10 november 2011 tussen de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest tot oprichting van een "Ecole d'Administration publique" (School voor overheidsbestuur) die gemeenschappelijk is voor de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest.

§ 2. De vorming bestaat in een interuniversitair getuigschrift Executive master management openbare besturen of een interuniversitair getuigschrift management openbare besturen bedoeld in artikel 6, § 1, 6°, van het decreet van de Franse Gemeenschap van 31 maart 2004 betreffende de organisatie van het hoger onderwijs ter bevordering van de integratie in de Europese ruimte van het hoger onderwijs en betreffende de herfinanciering van de universiteiten, hierna het "interuniversitair getuigschrift" genoemd.

Het interuniversitair getuigschrift wordt toegekend door de universiteiten van de Franse Gemeenschap.

Het getuigschrift management overheidsbesturen wordt in cycli ingericht. Eén cyclus staat gelijk aan één geheel bestaande uit :

- het vergelijkend examen voor overgang tot de vorming bedoeld in artikel 4, § 2;
- de cursussen, case studies, praktische werkzaamheden, seminaries, verhandeling en examens die leiden tot het uitreiken van het interuniversitair getuigschrift;
- het examen bedoeld in artikel 7, § 2.

§ 3. Op voorstel van de school voor overheidsbestuur, handelend in overleg met de universiteiten, bepalen de Regeringen het programma van het interuniversitair getuigschrift vereist voor het behalen van het getuigschrift management overheidsbesturen. Dat programma omvat de doelstellingen van de cursussen en het profiel van de daarmee belaste leerkrachten.

§ 4. Het programma van het interuniversitair getuigschrift is multidisciplinair en veeleisend. Het streeft ernaar de vaardigheden inzake management van overheidsbesturen te ontwikkelen en de kandidaten de bekwaamheden bij te brengen voor de uitoefening van een mandaat. Op een paar theoretische bijdragen na is het programma hoofdzakelijk op een praktische vorming gericht, berustend op een interactieve pedagogie die aanzet tot de persoonlijke inzet van de deelnemers. Het omvat case studies en analyses van dossiers die uit reële bestuurspraktijken gegrepen zijn. De onderzochte materies, theoretisch en praktisch, leggen de klemtoon op de concrete problemen die zich in het beheer van de overheidsdiensten voordoen en op de oplossingen die daarvoor voorgesteld zouden kunnen worden.

Het programma van het interuniversitair getuigschrift bevat minstens volgende materies :

- ethiek en waarden van de overheidsdiensten;
- strategisch beheer van de organisatie;
- kwaliteitsbeheer, beheer van veranderende omgevingen, creativiteit en innovatie;
- human resources management;
- dialoog en maatschappelijke relaties;
- communicatie;
- Europees beleid;
- modernisering van de administratie;
- management en leiderschap;
- staathuishoudkunde;
- openbare financiën, fiscaliteit en overheidsboekhouding;
- overheidsopdrachten.

Het programma van het interuniversitair getuigschrift omvat de uitvoering van een schriftelijke verhandeling door elke kandidaat. Die verhandeling bestaat uit een diepgaand onderzoek van een overkoepelend praktijkgeval. Dat geval moet op voorhand goedgekeurd worden door de School en de universiteiten.

§ 5. Het urenpakket van het interuniversitair getuigschrift telt minstens tweehonderd veertig uren. In die tweehonderd veertig uren zijn de uren gewijd aan de verhandeling niet inbegrepen.

**Art. 2.** Niemand kan toegang tot de cyclus krijgen met het oog op het behalen van het getuigschrift management overheidsbesturen indien hij voor afloop van de termijn voor de indiening van de kandidaturen niet aan de volgende voorwaarden voldoet :

1° houder zijn van een diploma dat toegang geeft tot niveau 1 of niveau A of geslaagd zijn voor een overgangsexamen naar niveau 1 of niveau A of naar een vergelijkbaar niveau of houder zijn van een getuigschrift van competenties verworven buiten diploma dat toegang geeft tot niveau 1 of niveau A. Dit getuigschrift wordt uitgereikt of erkend door de School voor overheidsbestuur of door een orgaan aangewezen bij het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 of bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 houdende het statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap;

2° zich kunnen beroepen op een beroepservaring van minstens acht jaar in een ambt van niveau 1 of niveau A of een gelijkwaardig ambt, waarvan twee jaar ervaring in het leiden van een team of van projecten.

**Art. 3. § 1.** Elke cyclus moet schriftelijk aangekondigd worden door de school voor overheidsbestuur en bekendgemaakt worden door SELOR - Selectie- en wervingsbureau van de Federale Administratie, hierna "SELOR" genoemd, tenminste in het *Belgisch Staatsblad*, in twee in het Frans verschijnende kranten van de Belgische pers en op de website van SELOR.

§ 2. In die aankondiging worden minstens volgende gegevens vermeld :

- de toegangsvoorwaarden, alsook het maximumaantal deelnemers aan de cyclus;
- de identiteit van de diensten en/of personen waarbij/bij wie het kandidatuurdossier opgehaald kan worden en die de kandidaten elke nuttige informatie kunnen verstrekken over de vorming;
- de informatie en/of de documenten die in de akte van kandidaatstelling opgenomen moeten worden;
- de termijn en de nadere regels voor de indiening van de kandidaturen.

§ 3. De termijn voor de indiening van de kandidaturen wordt door SELOR vastgesteld zonder dat die minder mag bedragen dan 20 dagen of meer dan twee maanden. De termijn gaat in de dag na de dag van bekendmaking van de aankondiging bedoeld in § 2 in het *Belgisch Staatsblad*. Indien de termijn niet nageleefd wordt, is de kandidatuur onontvankelijk.

De termijn bedoeld in vorig lid wordt opgeschort tussen 15 juli en 15 augustus.

§ 4. De kandidaturen worden via e-mail ingediend bij SELOR.

§ 5. SELOR gaat na of de kandidaturen onontvankelijk zijn.

**Art. 4.** § 1. Voor zover het een voorwaarde is voor het uitreiken van het getuigschrift management overheidsbesturen, is het interuniversitair getuigschrift toegankelijk voor een beperkt aantal deelnemers. Voor elke cyclus wordt dat aantal op voorhand vastgelegd door de Regeringen na advies van de bestuurschool, die binnen dertig dagen na aanvraag ervan moet zijn uitgebracht, bij ontstentenis waarvan het advies gunstig geacht wordt.

§ 2. Als het aantal kandidaten het overeenkomstig § 1 vastgelegde aantal overschrijdt, leggen de kandidaten een vergelijkend examen af waarin praktijksituaties kritisch worden geanalyseerd.

Die proef is geen test van het type "postbak".

Deze proeven kunnen worden geïnformatiseerd en een beroep doen op het gebruik van informatica- of multimediamiddelen. Het verbeteren ervan kan automatisch gebeuren.

Een ontwerp-programma voor het vergelijkend examen wordt uitgewerkt door de School en goedgekeurd door SELOR. Het programma voor het vergelijkend examen wordt dan door de Regeringen goedgekeurd.

§ 3. Worden alleen toegelaten tot de vorming, de kandidaten die zijn geslaagd voor het in § 2 bedoelde vergelijkend examen en die voor werving in aanmerking komen ten opzichte van het aantal deelnemers dat door de Regeringen op het advies van de School is bepaald. Als twee of meerdere kandidaten ex aequo geklasseerd zijn in de rang die met dat aantal overeenstemt, worden ze allen tot de deelname aan de vorming toegelaten. SELOR bevestigt de uitslagen van het vergelijkend examen.

**Art. 5.** § 1. Elke kandidaat die toegelaten wordt tot de deelname aan het interuniversitair getuigschrift kan de examencommissie verzoeken om van één of meerdere cursussen vrijgesteld te worden, en van de dienovereenkomstige beoordelingen van die cursussen, ook als die beoordelingen georganiseerd worden in de vorm van een proef waarin meerdere cursussen of materies aan bod komen. Geen vrijstelling mag toegekend worden voor de gevallenstudies en voor de opstelling van de scriptie.

De kandidaat die het bewijs levert dat hij een cursus of een vorming, gelijkwaardig met de cursus of de vorming waarvoor hij een vrijstelling vraagt, met vrucht heeft gevolgd, kan van een cursus vrijgesteld worden.

Een kandidaat kan in dezelfde voorwaarden een vrijstelling krijgen indien hij zich op bewezen vaardigheden kan beroepen die een duidelijk verband houden met de betrokken cursus. De examencommissie voor het interuniversitair getuigschrift spreekt zich collegiaal en in allerlaatste aanleg uit.

**Art. 6.** In gemotiveerde omstandigheden kunnen de kandidaten voor een interuniversitair getuigschrift door de examencommissie voor het interuniversitair getuigschrift toegelaten worden om dit getuigschrift over maximum twee jaar te spreiden.

**Art. 7.** § 1. Voor elke cyclus wordt door SELOR in overleg met de School een examencommissie van vijf leden samengesteld. Deze examencommissie bestaat uit :

— de afgevaardigd bestuurder van SELOR of diens afgevaardigde die het voorzitterschap van de examencommissie waarneemt;

— twee leden aangewezen wegens hun hoedanigheid van deskundige met een onbetwistbare vaardigheid in management of human resources en gekozen buiten de diensten van de Franse Gemeenschap, de diensten van de Waalse Regering en de instellingen bedoeld in artikel 1 van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 en de ministeriële kabinetten. Indien één aldus aangewezen lid onbeschikbaar is, wijst SELOR een plaatsvervanger aan in een lijst die aan het begin van elke cyclus door SELOR is opgesteld en die bestaat uit vier leden met dezelfde hoedanigheden als de werkende leden;

— twee mandaathouders in dienst aangewezen onder de houders van een betrekking van rang 17, 16+ of 16 in de diensten van de Franse Gemeenschap of van een betrekking van rang A1 of A2 in de diensten van de Waalse Regering of de instellingen. Indien één aldus aangewezen mandaathouder onbeschikbaar is, wijst SELOR een plaatsvervanger aan in een lijst die aan het begin van elke cyclus door SELOR is opgesteld en die bestaat uit vier leden met dezelfde hoedanigheden als de werkende leden.

§ 2. De School reikt het getuigschrift management openbare besturen uit aan alle kandidaten die voor het in artikel 4 bedoelde vergelijkend examen geslaagd zijn, die houder zijn van het interuniversitair getuigschrift en die ook geslaagd zijn voor het examen dat aan het einde van elke cyclus wordt georganiseerd.

Dit examen bestaat in een mondelinge proef die als doel heeft de voor de uitoefening van een managementfunctie vereiste vaardigheden te evalueren.

De examencommissie beraadslagt en beslist over het slagen van de kandidaten met een tweederdemeerderheid van de aanwezige leden.

De kandidaten die voor het examen zijn geslaagd, worden niet gerangschikt en krijgen geen melding.

De kandidaten die niet voor het examen zijn geslaagd, kunnen het uiterlijk één jaar na de datum van het examen opnieuw afleggen.

§ 3. De examencommissie stelt een reglement op dat de concrete en materiële organisatie van het examen vaststelt.

**Art. 8.** Er wordt een pool van kandidaten samengesteld voor de uitoefening van een mandaat. Alleen de leden van deze pool kunnen hun kandidatuur voor een bij mandaat toe te kennen betrekking indienen.

De pool van de kandidaten voor een mandaat bestaat uit :

1° de houders van het getuigschrift management openbare besturen;

2° mandaathouders in dienst binnen de diensten van de Waalse Regering en van de in artikel 1 van de Waalse Ambtenarencode bedoelde instellingen op de eerste dag van inwerkingtreding van het besluit van de Waalse Regering van 20 september 2012 tot hervorming van de mandatenregeling voor de ambtenaren-generaal van de diensten van de Regering en van sommige instellingen van openbaar nut die onder het Waalse Gewest ressorteren of voor wie de betrekking vacant is verklaard en de aanwervingsprocedure is opgestart op de dag van die inwerkingtreding, en aan wie de melding "zeer gunstig" of "gunstig" werd toegekend bij de overeenkomstig artikel 10 van hetzelfde besluit verrichte evaluatie;

3° mandaathouders in dienst binnen de diensten van de Franse Gemeenschap op de eerste dag van inwerkingtreding van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 20 september 2012 tot instelling van een mandatenregeling voor de ambtenaren-generaal van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap en de instellingen van openbaar nut die onder het Comité van Sector XVII<sup>re</sup> ressorteren of voor wie de betrekking vacant is verklaard en de aanwervingsprocedure is opgestart op de dag van die inwerkingtreding, en aan wie de melding "zeer gunstig" of "gunstig" werd toegekend bij de overeenkomstig artikel 55 van hetzelfde besluit verrichte evaluatie;

4° mandaathouders in dienst binnen "Wallonie-Bruxelles International" op de dag van inwerkingtreding van het besluit van de Waalse Regering en van de Regering van de Franse Gemeenschap tot hervorming van de mandatenregeling voor de ambtenaren-generaal van "Wallonie-Bruxelles International" of voor wie de betrekking vacant is verklaard en de aanwervingsprocedure is opgestart op de dag van die inwerkingtreding, en aan wie de melding "zeer gunstig" of "gunstig" werd toegekend bij de evaluatie die door de Regering ten gevolge van de installatie van het Parlement is verricht;

5° de mandaathouder in dienst binnen de School voor Overheidsbestuur op de dag van inwerkingtreding van het besluit van de Waalse Regering van 20 september 2012 tot hervorming van de mandatenregeling voor de ambtenaren-generaal van de diensten van de Regering en van sommige instellingen van openbaar nut die onder het Waalse Gewest ressorteren en aan wie de melding "zeer gunstig" of "gunstig" werd toegekend bij de overeenkomstig artikel 10 van hetzelfde besluit verrichte evaluatie;

6° de adjunct-administrateur-generaal van de "FOREM" aan wie de melding "zeer gunstig" of "gunstig" werd toegekend bij de evaluatie verricht overeenkomstig artikel 10 van het besluit van de Waalse Regering van 20 september 2012 tot hervorming van de mandatenregeling voor de ambtenaren-generaal van de diensten van de Waalse Regering en van sommige instellingen van openbaar nut die onder het Waalse Gewest ressorteren;

7° de adjunct-administrateur-generaal van "Wallonie-Bruxelles International" aan wie de melding "zeer gunstig" of "gunstig" werd toegekend bij de evaluatie die door de Regering aangewezen ten gevolge van de installatie van het Parlement verricht is overeenkomstig het besluit van de Waalse Regering en het besluit van de Franse Gemeenschap tot hervorming van de mandatenregeling voor de ambtenaren-generaal van "Wallonie-Bruxelles International".

De leden van de pool worden niet gerangschikt. Hun lijst wordt in alfabetische volgorde vastgesteld. Die lijst wordt door de School voor overheidsbestuur bijgehouden. De leden van de pool moeten de School schriftelijk elke wijziging van hun persoonlijke gegevens meedelen.

De opname in de pool geeft geen enkel ander recht dan het recht om zijn kandidatuur in te dienen voor een bij mandaat in te vullen betrekking. Ze geeft geen aanleiding tot een soort beloning of bezoldiging.

**Art. 9.** Gedurende een periode van 9 maanden na de eedaflegging van de leden van de Regeringen die rechtstreeks volgt op de hernieuwing van het Parlement kan elk lid van de pool van kandidaten zijn kandidatuur indienen voor hoogstens vier betrekkingen die bij mandaat toegekend moeten worden binnen de diensten van de Waalse Regering, de instellingen bedoeld in artikel 1 van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003, "Wallonie-Bruxelles International" of de School voor overheidsbestuur en voor maximum vier betrekkingen die bij mandaat itoegekend moeten worden binnen de diensten van de Franse Gemeenschap.

**Art. 10.** Voor de toepassing van het besluit van de Waalse Regering van 20 september 2012 en van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 20 september 2012 wordt de houder van het brevet voor overheidsmanagement bedoeld in artikel 2, 5°, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 25 oktober 2002 tot oprichting van een "Ecole d'Administration publique" (School voor Overheidsbestuur) in de Franse Gemeenschap, gelijkgesteld met de houder van het getuigschrift management overheidsbesturen, mits het slagen voor het examen bedoeld in artikel 7.

**Art. 11.** De bepalingen van dit samenwerkingsakkoord worden door de Regeringen in de besluiten die zij aannemen, opgenomen, ieder wat hem betreft, om de mandatenregelingen voor de ambtenaren-generaal, hun diensten en de betrokken instellingen van openbaar nut vast te leggen.

**Art. 12.** De artikelen 4, § 2, en 5 van dit samenwerkingsakkoord hebben uitwerking met ingang van 28 maart 2013.

Brussel, 6 februari 2014, in drie originele exemplaren.

Voor het Waalse Gewest :

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,  
J.-M. NOLLET

Voor de Franse Gemeenschap :

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

De Minister van Kind, Onderzoek en Ambtenarenzaken,  
J.-M. NOLLET